



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

9 octobre 2015

La nouvelle loi portant création de la Commission électorale nationale indépendante vient d'être adoptée à l'Assemblée nationale. La presse locale s'interroge sur cette nouvelle majorité parlementaire grâce à laquelle le projet de loi a pu passer sans embûche. Si les relations entre l'Exécutif et le Législatif semblent ainsi se stabiliser pour le moment, la question du remaniement gouvernemental est par contre, devenue d'actualité.

Processus électoral

LA LOI SUR LA CENI ADOPTÉE SANS ENCOMBRE

83 députés sur les 84 présents ont voté pour le texte sur la CENI, hier à l'Assemblée nationale. Une trentaine de minutes de débats a précédé le scrutin à main levée pour son adoption. Un seul amendement a été introduit, dont l'intégration des candidats indépendants comme membres permanents de la CENI. Les parlementaires n'ont pas attendu la fin de la lecture du texte, selon un journaliste présent dans la salle. La plupart des députés qui ont voté pour la loi sont issus du groupe parlementaire HVM et du MAPAR II et III. Les députés du parti TIM ont également participé au vote, contrairement à ceux du groupement MAPAR I et du parti MMM, préférant quitter la salle au moment du vote. Il est possible que l'Exécutif tienne là le noyau de la majorité au profit du Chef de l'Etat. Certains députés ont tout de même critiqué la présence d'un représentant du Chef de l'Etat et de la Haute Cour Constitutionnelle au sein de la CENI, estimant que celui de la HCC devrait être remplacé par un représentant de la société civile pour éviter qu'il soit juge et partie. La proposition n'a pas été retenue par la majorité, au motif que la société civile peut avoir une tendance politique. (L'Express de Madagascar, p. 5 ; L'Observateur, p. 3 ; La Gazette de la Grande Île, p. 2 ; Tia Tanindrazana, p. 2)

- **Midi Madagasikara** se montre plus affirmatif en avançant que l'on a assisté à l'émergence d'une nouvelle majorité parlementaire à la Chambre basse, suite à l'alliance entre le parti présidentiel HVM et le parti TIM. (p. 2)
- Les élus ont laissé de côté, du moins pour l'instant, leur ambition et ont décidé d'oublier tous les griefs qu'ils ont lancés à l'encontre de l'Exécutif. Ces griefs avaient failli changer le cours de l'histoire de la quatrième République, remarque **Les Nouvelles** (p. 3)
- Les députés du groupement MAPAR I sont sortis de la salle d'audience alors que les débats n'ont même pas commencé. Certains d'entre eux, dont Christine Razanamahasoa, sont néanmoins restés, ils ont manifesté leur mécontentement sur la pratique pour faire passer cette loi, faisant allusion à l'unilatéralisme du pouvoir lors de son élaboration. Christine Razanamahasoa a fait le parallèle avec la rédaction unilatérale du Mémoire de stabilité par le Chef de l'Etat. « Nous ne voulons pas être leur complice dans ce texte dont l'élaboration va à l'encontre des principes démocratiques », a-t-elle déclaré. (La Gazette de la Grande Île, p. 5 ; La Vérité, p. 3)
- Le ministre Anthelme Ramparany réagit à cette victoire de l'Exécutif et de la majorité présidentielle, pour dire que la stabilité institutionnelle est désormais effective. L'adoption, de ce

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



projet de loi a signé la fin du conflit entre l'Exécutif et le Législatif. Aussi, le Président de la République peut désormais réaliser ses promesses électorales. (Midi Madagasikara, p. 3; L'Observateur, p. 2)

- *L'on assiste toujours à une majorité à géométrie variable au sein de l'Assemblée nationale. En effet, le projet de loi n'aurait jamais été adopté si les députés du parti TIM n'y avaient pas participé. Cette majorité pourrait toujours être sujette à des changements selon les grés du vent politique, évalue Madagascar Matin. (p. 4)*
- *Cette nouvelle CENI est loin d'être indépendante, vu sa composition. L'indépendance représentée par le « I » dans cet acronyme devrait être remplacé par « inféodée », car l'on y recense un représentant du Président de la République. Le mandat des membres de la CENI est de 6 ans, et celui de l'actuel Président de la République est déjà presque à trois ans de sa fin. Ainsi, si le Président se porte candidat aux élections présidentielles, il sera donc représenté au sein de la CENI, cette structure chargée d'organiser les élections, s'écrit La Vérité (p. 3)*

Economie et société

AFFAIRE NOSY-BE : 210.000 EUROS DE REPARATION RECLAMES

Le verdict est attendu ce jour sur le procès du lynchage de deux étrangers commis à Nosy-Be en 2013. Les avocats de la partie civile ont requis l'application de la loi contre ceux qui étaient accusés de meurtre avec préméditation et s'en remettent à la sagesse de la Cour sur les autres cas. 15 prévenus dont deux femmes sont sur le banc des accusés. Pour rappel, les deux ressortissants étrangers victimes de cette vindicte populaire ont été traînés jusqu'à la plage où ils ont été battus à mort à coups de troncs d'arbre puis brûlés sur un braisier, la foule les ayant accusés de se verser dans du trafic d'organe. (L'Express de Madagascar, p. 9 ; Les Nouvelles, p. 5 ; La Vérité, p. 5) 12 accusés risquent la prison à perpétuité, selon Tia Tanindrazana (p. 3)

TERRAINS COLONIAUX : PLUS DE 1.500.000 HA DANS LES REGIONS

Durant la période coloniale, de grandes superficies avaient été titrées au nom des entreprises françaises, grecques, créoles et indiennes. Selon l'Observatoire du foncier ; elles ont été délimitées dans les régions privilégiées par les Colons pour leur grand potentiel agricole. Dans les années 60 et 70, ces propriétés étrangères auraient dépassé les 1.500.000 Ha. Des anciens ouvriers agricoles se considèrent comme propriétaires de plein droit tandis que d'autres paysans migrants craignent encore le retour des colons et de leurs descendants. Par contre les anciens propriétaires malgaches, avant que leurs terres ne soient accaparées par les colons, se considèrent toujours comme étant les propriétaires légitimes. (Midi Madagasikara, p. 5)

TRANSPORT AERIEN : L'OPEN SKY COMME SOLUTION

L'« open sky » ou la libéralisation du secteur aérien est une des solutions pour développer le secteur, impliquant la mise aux normes des infrastructures aeroportuaires, notamment les aéroports internationaux, et la libéralisation des services au sol, entre autres. En effet, le monopole fait barrage à l'entrée des compétiteurs et empêche en même temps l'amélioration des services et de la gestion. Annoncé courant juillet par le nouveau président du conseil d'administration d'Air Madagascar, Léon

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Rajaobelina, le projet d' « open sky » semble d'actualité. Des travaux de mise aux normes des infrastructures sont en cours, en vue d'accueillir le Sommet de la Francophonie en 2016. (**La Gazette de la Grande Île, p. 3**)

- Gilles Filiatreault, nouveau directeur général d'Air Madagascar, d'origine canadienne, est ferme quant aux différentes étapes à effectuer pour le redressement de cette compagnie nationale. Ce n'est pas sans rappeler que dans les années 2000, un autre Canadien nommé à la tête de la société nationale JIRAMA voulait, pour sa politique de redressement, couper tout simplement l'électricité des services administratifs mauvais payeurs, sans pour autant toucher aux services stratégiques comme les hôpitaux et les camps militaires, se souvient **La Gazette de la Grande Île**. L'Etat, unique actionnaire n'a pas vu d'un bon œil cet engagement ferme, et lui a donc coupé les ailes. L'Etat risque fort de se comporter de même avec le nouveau directeur général d'Air Madagascar, soupçonne le journal. (**p. 9**)

JIRAMA : LES GREVISTES PRIVÉS DE SALAIRE

Les agents de la société nationale JIRAMA qui sont membres de l'intersyndical ne vont pas percevoir de salaire au titre du mois de septembre. Après les diverses intimidations et menaces, les dirigeants de la société nationale ont opté pour une sanction plus sévère, bafouant les droits syndicaux. Les concernés contestent cette décision qu'ils estiment injuste, d'autant plus qu'ils ont coopéré et repris leur travail depuis quelques semaines. En contrepartie, ces derniers avaient demandé la libération de leur collègue Oliva Andrianalimanana, mis placé sous mandat de dépôt, mais la direction ne s'y est pas pliée. Le procès du meneur de grève aura lieu le 11 novembre prochain. (**Madagascar Matin, p. 3**)

Politique

RAJAONARIMAMPINANINA INVITE LES MAIRES

Le Président Hery Rajaonarimampianina recevra au palais d'Iavoloha, les maires nouvellement élus, au nombre de 1676, le 16 octobre prochain, coïncidant avec la journée mondiale pour la décentralisation de l'Afrique. Des représentants des partenaires techniques et financiers du pays viendront également pour faire des exposés en guise de coopération avec les nouveaux élus. (**L'Express de Madagascar, p. 5**)

INVESTITURE DES MAIRES : DES RECOMMANDATIONS INCOMPRISES

Les passations de service entre les maires sortants et entrants suivent leur cours. Tous les nouveaux maires ont l'obligation de boucler la procédure avant le regroupement officiel, les 16 et 17 octobre prochains. Mais déjà, la plupart d'entre eux attendent les directives concernant cette cérémonie de passation. Les maires attendent que le représentant du pouvoir central fixe la date de la tenue de cette cérémonie pour s'y atteler, afin d'éviter tout quiproquo. (**Les Nouvelles, p. 3**)

- Lalao Ravalomanana, maire d'Antananarivo a longuement scruté et étudié, hier, le contenu des documents de passation de service sous l'œil attentif de son prédécesseur, le PDS Joseph Ramiaramanana, et de nombreux journalistes. Elle a ensuite demandé à l'officier général s'il est joignable en cas de problème. Ce geste en dit peut-être long sur ses intentions, pense **L'Express de Madagascar (p. 5)**
- D'après l'organisation mise en place par le PDS de la commune de Mahajanga I, Maeva Portos

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Houssen, la passation de service avec le nouveau maire Andriatomanga Mouktar Salim sera reportée au 16 octobre prochain, si elle devait avoir lieu aujourd'hui. Le motif invoqué est que le nouveau maire n'a pas encore pris connaissance de toutes les activités de la Commune. (Tia Tanindrazana, p. 3)

- *La passation de service entre le maire élu à Nosy-Be, Aly Aboudou et l'ex Président de la délégation spéciale de la ville a été effectuée le 6 septembre dernier. (La Vérité, p. 3)*

ANTANANARIVO : LA NOUVELLE MAIRE ATTENDUE SUR TOUS LES FRONTS

Plusieurs défis se présentent à la nouvelle maire d'Antananarivo, Lalao Ravalomanana, en matière de redressement et de remise en ordre de la capitale. Les situations vécues par les populations des bas quartiers, l'assainissement de la ville et les actions préventives en vue de la prochaine saison des pluies figurent, aux yeux de bon nombre de Tananariviens, parmi les volets les plus urgents. (Midi Madagasikara, p. 6 ; Takoritsika, p. 3)

- *A ce propos, le ministère de l'Aménagement du territoire prévoit de lancer un plan général d'urbanisme de la ville d'Antananarivo pour les 20 prochaines années. D'après les explications de son directeur général, le ministère travaille avec plusieurs organisations internationales et d'autres partenaires pour réduire le bidonvilisation de la capitale malgache. (Les Nouvelles, p. 18)*
- *L'arrêté municipal n° 001-CUA/CAB-15 portant suspension des travaux de remblais de terrains dans la commune d'Antananarivo est sorti hier. Il s'agit de la première décision prise par la nouvelle mairesse Lalao Ravalomanana. (Tia Tanindrazana, p. 3)*

SUR UN EVENTUEL REMANIEMENT GOUVERNEMENTAL

Plusieurs ministres du gouvernement actuel ne semblent pas avoir de réelles compétences pour diriger leur ministère et ne pensent qu'à profiter de leur statut pour leurs intérêts personnels, accuse Madagascar Matin. La meilleure option pour le Président de la République, qui veut prouver son patriotisme et obtenir une stabilité durable, qui puisse l'aider à terminer son mandat, est de procéder à un remaniement gouvernemental, propose le journal. (p. 3)

- *En parlant de compétence, le Cercle de Réflexions des administrateurs civils estime que l'incompétence des fonctionnaires est l'une des causes de la mauvaise gouvernance actuelle. Le principe de dépolitisation du système de recrutement n'a jamais été respecté, au même titre que le népotisme. Le Cercle se dit ainsi favorable à la politique du « right man in the right place ». (Madagascar Matin, p. 2)*
- *La réformation de la majorité à l'Assemblée nationale conduira normalement à la restructuration du gouvernement, estime Les Nouvelles. Et l'accroissement des sorties des ministres est révélateur de l'imminence du remaniement. Entre un gouvernement à connotation HVM-TIM et celui HVM-ARMADA, le pouvoir est face à un énorme défi. Le TIM et l'ARMADA essaient de mettre les atouts de leur côté, mais la divergence existe bel et bien entre le HVM et le TIM, notamment au sujet de la réouverture de l'entreprise TIKO fondée par le président de ce parti. (p. 9)*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



- *Les ministres multiplient les actions de communication pour tenter de défendre leur siège. le Président de la République avait pourtant déclaré que d'autres priorités, telles que la restructuration de certains ministères sont encore au programme (L'Express de Madagascar, p. 5)*
- *Beaucoup pensent que Onitiana Realy, ministre de la Population a peur du vide après son éviction, d'où son apparition dans une émission spéciale le 7 octobre dernier. Elle a étalé de nombreuses excuses pour justifier le non-accomplissement de ce que la population attendait d'elle, reproche **Madagascar Matin**. C'est au tour de mes successeurs d'en faire mieux, a-t-elle conclu. A l'entendre, la ministre s'attend déjà à tomber de son piédestal d'ici peu, considère le journal. (p. 3)*

Communauté internationale

L'EUROPE INSISTE SUR LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Le gouvernement malgache et les représentants des pays de l'Union européenne se sont rencontrés hier, au palais de Mahazaroivo, pour discuter des suites à donner à leur coopération. La lutte contre la corruption et le trafic illégal des richesses du pays ainsi que l'amélioration du climat des affaires constituent les principales préoccupations de ces partenaires de Madagascar. Ce dialogue politique a vu la participation d'une forte délégation gouvernementale, conduite par le Premier ministre Jean Ravelonarivo. L'Europe, de son côté, a été représenté par son ambassadeur à Madagascar ainsi que par ceux des pays membres qui sont accrédités à Madagascar dont la France, l'Allemagne, le Royaume Uni et les Pays-Bas. Un communiqué conjoint diffusé au terme de cette rencontre explique que les participants ont fait le suivi des dialogues sur les finances publiques, l'énergie et la lutte contre la corruption et contre les trafics de ressources naturelles. (L'Express de Madagascar, p. 3 ; Midi Madagasikara, p. 2 ; Les Nouvelles, p. 2 ; Tia Tanindrazana, p. 3)

Format de couverture

Les Nouvelles (p. 8 et 9) consacre son dossier intitulé « Reflet » sur deux principaux thèmes : social et politique. Le premier concerne les bouleversements provoqués par d'utiliser les sachets et sacs en plastique de mois de 50 microns comme emballage. Une décision qui a apporté effectivement certains changements du point de vue de sa commercialisation, mais aussi au niveau des ménages. Le second thème est relatif au renforcement de la stabilité du régime. La pérennisation des alliances politiques est de mise au vu de la conjoncture actuelle, étant donné qu'aucune formation politique ne peut se permettre de monopoliser l'administration des affaires nationales.

Style et déontologie

QUEL EST LE VRAI NOMBRE DES DEPUTES QUI ONT VOTE ?

L'Express de Madagascar (p. 5) et La Gazette de la Grande Île (p. 4) affirment que « 83 députés sur les 84 présents ont voté pour le texte sur la CENI », tandis que Midi Madagasikara (p. 2) et La Vérité (p. 3) évoquent le chiffre de « 85 députés qui ont voté et une abstention de Rahasimanana Paul Bert ».

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



AFFAIRE DE LYNCHAGE A NOSY BE : NOMBRE DES PREVENUS ?

Autre faille constatée, **L'Express de Madagascar (p. 9)** parle de « 15 prévenus dont deux femmes sur le banc des accusés ; poursuivis pour séquestration, assassinat et non-assistance à personne en danger et complicité », dans l'affaire Nosy-Be, alors que **Les Nouvelles et Tia Tanindrazana (p. 3)** ont dénombré « 37 accusés dont deux femmes poursuivis pour séquestration, assassinat et non-assistance à personne en danger et complicité » (p. 5)

ON A FAILLI METTRE FIN A LA VIE DU NOUVEAU MAIRE MAPAR ?

Le nouveau maire de Tanamarina Bekisopa, dans le district d'Ikalamavony, a été la cible d'une attaque à mains armées alors qu'il allait regagner son domicile à bord d'une moto en compagnie d'une autre personne. Il a pu échapper à ses agresseurs, mais son accompagnateur a succombé sur le coup, suite aux rafales tirées par les bandits. **L'Observateur (p. 2)** se lance dans des conclusions hâtives et alarmistes, en affirmant que « Tout porte à penser qu'on serait venu maintenant à de véritables assassinats politiques », puisque l'élu est issu du rang du groupement MAPAR. Le journal a vraiment voulu faire un lien entre l'appartenance politique du nouveau maire et la tentative d'assassinat dont il a été victime tout au long de l'article et même dans le grand titre, mis expressément à la une : « Attentat politique ? Le nouveau maire « Mapar » de Bekisopa attaqué. »

JAOVATO A-T-IL ACHETE LES DEPUTES ?

Madagascar Matin rapporte que la loi sur la CENI a été votée grâce au député Laisoa Jean Pierre dit Jao Vato. En guise de source de cette information, le journaliste fait allusion à « une conversation qu'il a surpris au téléphone entre le député et un interlocuteur inconnu ». Le député aurait déclaré : « Le projet de loi a été adopté. Prépare 200 millions de Fmg, puis prépare une enveloppe avec 4 millions de francs. Je t'attends avec eux à la cafétéria ». Le journaliste en déduit ensuite que l'enveloppe de format A4 qu'un individu a remis au député contenait sûrement les 4 millions de Fmg. (p. 4)

Un peu d'humour

Les Nouvelles, (p. 2)



Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

ECES
CENTRE EUROPEEN
D'APPUI ELECTORAL

OSERVATORIO
di Pavia Media Research

Search for
Common Ground

Center for
Creative Leadership